

Un nouveau rapport indique que le gouvernement fédéral échoue à tenir sa promesse de ne laisser personne pour compte.

TORONTO – Il y a trente-deux ans, à cette même date et dans la foulée de sa signature de la Convention onusienne relative aux droits de l'enfant, le gouvernement fédéral promettait de mettre fin à la pauvreté infantile avant l'an 2000. Le nouveau rapport de Campagne 2000 révèle qu'en dépit de cette promesse, plus de 1,3 million d'enfants vivent encore en situation de pauvreté au pays. S'appuyant sur les données les plus récentes disponibles (2019), le rapport dresse un sombre portrait des inégalités sociales, des inégalités en matière de revenus et de santé et de la pauvreté grandissante des enfants et des familles. Une nouvelle session parlementaire s'amorce cette semaine et la pression sera forte pour que soit mis en œuvre un plan de relance inclusif.

« Les données indiquent que les enfants sont encore plus pauvres qu'avant. Les programmes comme l'Allocation canadienne pour enfants n'atteignent pas les enfants », dit Leila Sarangi, directrice nationale de Campagne 2000, une coalition pancanadienne d'organismes qui travaillent à mettre fin à la pauvreté des enfants et des familles. « Notre analyse sur plusieurs années indique que seulement 24 000 enfants ont échappé à la pauvreté en 2019. À ce rythme, il faudra 54 années de plus pour éliminer la pauvreté des enfants et des familles au pays. »

Le nouveau rapport national, *Personne n'est laissé pour compte : stratégies pour une relance inclusive*, examine la pauvreté sous l'angle des déterminants sociaux de la santé. Il comprend une [carte interactive](#) qui illustre à quel point la pauvreté infantile est un enjeu important dans toutes les circonscriptions électorales fédérales au pays. Le rapport dévoile des taux de pauvreté infantile disproportionnellement élevés dans les communautés marginalisées par des barrières systémiques.

« Le rapport de Campagne 2000 souligne de manière critique la situation des immigrants à faible revenu et celle des réfugiés et des Autochtones non inscrits, qui pour la majorité sont racisés. Ces communautés ont été durement frappées par la COVID-19 et ses répercussions. Elles ont connu des taux de chômage et de pauvreté plus élevés, une hausse de la violence fondée sur le genre et des problèmes de santé. Il faut faire de la réduction des barrières créées par le racisme et la discrimination une priorité afin d'assurer à tous et à toutes au Canada l'accès universel aux mesures de soutien du revenu. Il faut s'attaquer aux obstacles qui empêchent les personnes racisées d'occuper de meilleurs emplois et il faut lutter concrètement contre la racialisation de la pauvreté au Canada », dit Shalini Konanur, avocate et directrice générale, South Asian Legal Clinic of Ontario (SALCO) et membre du comité de direction de Colour of Poverty – Colour of Change.

« Les personnes handicapées étaient aux prises avec des difficultés financières avant la pandémie et leurs problèmes se sont aggravés. Plus de 41 % des personnes en situation de pauvreté ont une incapacité. Elles se demandent même si elles seront incluses dans les plans de relance. Certaines personnes handicapées envisagent leur fin de vie parce qu'elles n'ont pas les moyens de vivre », dit Rabia Khedr, directrice nationale, Disability Without Poverty, et fondatrice de DEEN Support Services and Race and Disability Canada.

Les obstacles à l'accès aux bons emplois, aux mesures de soutien du revenu et aux programmes sociaux creusent le fossé des inégalités alors même que s'accumule la richesse au sommet de la pyramide des revenus. Le rapport propose une feuille de route pour lutter contre la pauvreté et formule 60 recommandations portant sur les inégalités, la sécurité du revenu, le logement, les services de garde à l'enfance, le travail décent et les soins de santé.

« Le nouveau mandat d'un gouvernement minoritaire offre de nombreuses possibilités, d'ajouter Sarangi. Nous avons réfléchi aux leçons tirées de la pandémie. Il faut les appliquer et combler les écarts et les inégalités une fois pour toutes. Un avenir résilient et connecté, où l'épanouissement de tout le monde est la norme, est à notre portée. Maintenant, il faut la volonté politique d'agir ».

CAMPAIGN 2000 END CHILD & FAMILY POVERTY

Campagne 2000, un organisme hébergé par Family Service Toronto, est un réseau pancanadien et non partisan de quelque 120 organismes partenaires nationaux, provinciaux et communautaires engagés à mettre fin à la pauvreté des enfants et des familles. Pour télécharger les rapports de 2021 ou pour obtenir de plus amples renseignements, rendez-vous à <http://www.campaign2000.ca>.

Le rapport Français sera publié le 30 novembre.

COORDONNÉES :

Personnes-ressources (national)

Leila Sarangi, directrice nationale, Campagne 2000, 647-393-1097 leilasa@familyservicetoronto.org

Porte-parole en français : Ricardo Tranjan, Centre canadien de politiques alternatives, 416-835-9640, rtranjan@policyalternatives.ca

Personnes-ressources (provinces et territoires)

Colombie-Britannique Helesia Luke et Adrienne Montani, First Call Child and Youth Advocacy Society, 778-858-0553, helesia@firstcallbc.org

Alberta: Sydney Sheloff, Edmonton Social Planning Council, sydneys@edmontonsocialplanning.ca; Bradley Lafortune, Public Interest Alberta, brad.lafortune@pialberta.org

Saskatchewan: Miguel Sanchez, faculté de travail social, Université de Regina, 306-585-4848, 306-550-7322

Manitoba: Josh Brandon, Social Planning Council of Winnipeg, 204-898-6460, jbrandon@spcw.mb.ca ; Sid Frankel, University of Manitoba/Social Planning Council of Winnipeg, Cell 204-295-3749, Home 204-261-3749, Sid.Frankel@umanitoba.ca

Ontario : Randy Robinson, Centre canadien de politiques alternatives, 416-788-7003, rrobinson@policyalternatives.ca
Ricardo Tranjan (français, portugais, espagnol), 416-835-9640, rtranjan@policyalternatives.ca

Nouveau-Brunswick : Randy Hatfield et Heather Atcheson, Human Development Council, 506-634-1673, randy@sjhdc.ca; heather@sjhdc.ca

Nouvelle-Écosse : Lauren Matheson, CCPA-NS (Centre canadien de politiques alternatives N.-É.), 902-579-9555 (cellulaire), lmatheson@policyalternatives.ca

Île-du-Prince-Édouard: Mary Boyd, 902-969-2693, MayBoyd@live.ca

Territoires du nord-ouest: Janine Harvey, Cell number 867-445-0391, Janineharvey11@hotmail.com ; Suzette Montreuil, Alternatives North, C: 867-445-6825, Info@alternativesnorth.ca

Yukon: Kristina Craig, Yukon Anti-Poverty Coalition, (867) 334 9317, ed@yapc.ca

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX :

Faits saillants du rapport national de 2021 *Personne n'est laissé pour compte : stratégies pour une relance inclusive*

- **Près d'un enfant sur cinq vivait en situation de pauvreté** en 2021 (soit 1 313 400 enfants ou 17,7 %).
- **Le taux de pauvreté infantile à l'échelle nationale a chuté de 0,5 point de pourcentage** de 2018 à 2019, ce qui a délivré 24 170 enfants de la pauvreté. À ce rythme, il faudra 54 années de plus pour éliminer la pauvreté des enfants.
- **Le taux de pauvreté infantile est plus élevé (18,5 %) pour les enfants âgés de moins de six ans** que pour tous les autres enfants.
- **Les enfants sont plus pauvres qu'auparavant.** Par exemple en 2019, le revenu moyen d'une famille monoparentale à faible revenu avec deux enfants se situait à 13 262 \$ sous le seuil de pauvreté (FRMFR-Apl) à comparer à 9 612 \$ en 2015. Pour atteindre le seuil de pauvreté, un parent gagnant 15 \$ de l'heure devrait travailler 5,5 mois de plus à temps plein, sans impôts ni autres déductions.
- **La réduction de la pauvreté associée à l'Allocation canadienne pour enfants continuera de faire du surplace. L'ACE ne peut délivrer de la pauvreté les familles très pauvres qui sont admissibles au programme.** L'ACE maximum est de 6 639 \$ pour chaque enfant âgé de moins de six ans et de 5 602 \$ pour chaque enfant âgé de six à dix-sept ans.
- **Le programme universel de services de garde à l'enfance du Canada doit inclure les enfants des familles à faible revenu** en proposant une échelle de tarifs variant de 0 à 10 dollars au maximum.
- **Le secteur des soins aux autres devrait offrir des emplois décents.** Ce secteur (qui comprend la santé, les services de garde à l'enfance et l'éducation) représente 21,1 % de tous les emplois et génère 12 % du PIB. Il doit être au cœur d'une relance inclusive.
- **Le Canada a besoin d'un régime d'assurance médicaments,** lequel devrait être étendu pour inclure les soins dentaires et visuels et les services de réadaptation.